

Source :

Téléchargement 09 09 2020



Un rapport fédéral met en garde contre les ravages financiers du changement climatique

Un rapport commandé par la Commodity Futures Trading Commission du président Trump a émis des avertissements terribles concernant l'impact du changement climatique sur les marchés financiers.

WASHINGTON - Un rapport commandé par les régulateurs fédéraux qui supervisent les marchés des matières premières du pays a conclu que le changement climatique menace les marchés financiers américains, car les coûts des incendies, des tempêtes, des sécheresses et des inondations se propagent sur les marchés des assurances et des hypothèques, les fonds de pension et d'autres institutions financières.

"Un monde soumis à des chocs fréquents et dévastateurs dus au changement climatique ne peut pas maintenir les conditions fondamentales qui soutiennent notre système financier", conclut le rapport "Managing Climate Risk in the Financial System", demandé l'année dernière par la Commodity Futures Trading Commission et dont la publication est prévue pour mercredi matin.

Ces observations ne sont pas entièrement nouvelles, mais elles ont un nouveau poids grâce à l'imprimatur du régulateur des instruments financiers complexes tels que les contrats à terme, les swaps et autres produits dérivés qui contribuent à fixer le prix des matières premières comme le maïs, le pétrole et le blé. Il s'agit de la première étude de grande envergure du gouvernement fédéral axée sur les impacts spécifiques du changement climatique à Wall Street.

Le plus remarquable est peut-être le fait qu'elle soit publiée. L'administration Trump a supprimé, modifié ou édulcoré les données scientifiques du gouvernement sur le changement climatique en mettant en place un programme agressif de déréglementation environnementale qui, espère-t-elle, stimulera la croissance économique.

Le nouveau rapport affirme que ne rien faire pour éviter le changement climatique aura l'effet inverse.

"C'est la première fois qu'une entité gouvernementale se penche sur les impacts du changement climatique sur les marchés financiers aux États-Unis", a déclaré Robert Litterman, président du panel qui a produit le rapport et partenaire fondateur de Kepos Capital, une société d'investissement basée à New York. Plutôt que de dire "Quelle est la science", il s'agit de dire "Quel est le risque financier".

Le régulateur des matières premières, composé de trois républicains et de deux démocrates, tous nommés par le président Trump, a voté à l'unanimité l'été dernier la création d'un groupe consultatif issu du monde de la finance et chargé de produire un rapport sur les effets du réchauffement climatique sur les marchés financiers. La proposition initiale du rapport est venue de Rostin Behnam, l'un des deux démocrates du panel, mais le rapport est rédigé par des dizaines d'analystes de sociétés d'investissement, dont Morgan Stanley, S&P Global et Vanguard, les compagnies pétrolières BP et ConocoPhillips, et le négociant agricole Cargill, ainsi que par des experts universitaires et des groupes environnementaux.

Il comprend des recommandations pour de nouvelles réglementations des entreprises et le renversement d'au moins une politique de l'administration Trump.

"C'était choquant quand ils m'ont demandé de faire cela", a déclaré M. Litterman. Il s'agit de membres de toute la communauté impliquée dans les marchés financiers qui disent d'une seule voix : "C'est un problème grave, et il faut le résoudre".

Un porte-parole de la Maison Blanche, Judd Deere, a refusé mardi de commenter le rapport parce que la Maison Blanche ne l'avait pas encore vu.

Douglas Holtz-Eakin, président de l'American Action Forum, une organisation de recherche conservatrice, qui a servi de conseiller économique à la campagne présidentielle de John McCain en 2008, a déclaré : "Cette initiative a été prise par l'administration Trump. C'est le seul document de ce type".

Il a ajouté : "Si vous niez que cela existe, vous ne demandez pas de rapport à ce sujet".

Le président républicain de la C.F.T.C., Heath Tarbert, a reconnu le risque du changement climatique, mais il a noté que le rapport a également détaillé ce que les régulateurs ont appelé le "risque de transition" - le préjudice financier qui pourrait frapper l'industrie des combustibles fossiles si le gouvernement adoptait des politiques agressives pour réduire la pollution au dioxyde de carbone.

"J'apprécie le leadership du commissaire Behnam qui a su réunir les différents points de vue du secteur privé sur le sujet important du risque climatique", a déclaré M. Tarbert dans une déclaration. Le rapport de la sous-commission reconnaît que les "risques de transition" d'une économie verte pourraient être tout aussi perturbateurs pour notre système financier que les manifestations physiques possibles du changement climatique, et qu'agir trop vite, trop tôt pourrait être tout aussi désordonné que faire trop peu, trop tard. C'est pourquoi il est si important que les décideurs politiques fassent les choses correctement".

Les auteurs du rapport ont reconnu que si M. Trump est réélu, son administration est pratiquement certaine d'ignorer le rapport et ses recommandations.

Au lieu de cela, ils ont déclaré qu'ils considéraient le document comme une feuille de route politique pour une administration Joseph R. Biden Jr.

Les propositions de M. Biden en matière de politique climatique sont les plus ambitieuses et les plus coûteuses jamais adoptées par un candidat à la présidence, et la plupart d'entre elles se heurteraient à la résistance du Congrès. Mais même sans législation, il pourrait aller de l'avant avec des changements réglementaires. Lael Brainard, un gouverneur de la Réserve fédérale qui est considéré comme l'un des principaux candidats au poste de secrétaire au Trésor dans une administration Biden, a demandé aux régulateurs financiers de traiter le changement climatique comme un risque important pour le système

financier.

En appelant à des changements de politique axés sur le climat, les auteurs du rapport ont comparé le risque financier du réchauffement climatique à la menace que représentent aujourd'hui le coronavirus et les titres adossés à des créances hypothécaires qui ont précipité le krach financier en 2008.

Selon eux, une différence essentielle réside dans le fait que, dans le cas du changement climatique, la volatilité et les pertes financières sont susceptibles de s'étaler dans le temps, car elles touchent des régions et des marchés différents. Les compagnies d'assurance pourraient se retirer de Californie à la suite d'incendies dévastateurs, et la valeur des maisons pourrait chuter sur les côtes et dans les plaines inondables. Dans le Midwest, les banques pourraient limiter les prêts pendant ou après des sécheresses prolongées qui réduisent considérablement le rendement des cultures. Tous ces problèmes seront exacerbés par le changement climatique, mais il est peu probable qu'ils frappent tous en même temps.

"Les marchés financiers sont vraiment bons pour gérer les risques afin de nous aider à fournir des crédits, de sorte que l'économie puisse prospérer", a déclaré Leonardo Martinez-Diaz, un rédacteur du rapport qui a été haut fonctionnaire au département du Trésor pendant l'administration Obama. Mais, a-t-il ajouté, le système s'effondre "quand il n'est plus capable de gérer le risque, quand il est invisible, il n'est pas capté par le prix des actions".

"C'est ce que nous avons vu lors de la crise financière de 2008, et c'est aussi pertinent aujourd'hui sur le changement climatique qu'à l'époque sur les titres adossés à des créances hypothécaires", a-t-il déclaré.

Parmi les premiers risques qui pèsent déjà sur les marchés, les auteurs du rapport affirment que la chute des prix de l'immobilier et la hausse des taux de défaut de remboursement des prêts hypothécaires dans les régions où les incendies et les inondations s'aggravent.

"Le changement climatique est lié à la dévaluation de la valeur des maisons", a déclaré Jesse Keenan, rédacteur du rapport et professeur d'immobilier à l'université de Tulane, à la Nouvelle-Orléans.

"Si dans votre ville, votre maison est dévaluée, cela rend plus difficile pour votre gouvernement local de collecter des fonds", a-t-il dit. "C'est un ensemble de risques qui pourrait conduire à une contagion et à une instabilité plus large sur les marchés financiers".

Les conditions climatiques extrêmes pourraient provoquer des fluctuations des prix des produits agricoles, met en garde le rapport, et la volatilité des marchés due au climat pourrait affecter les fonds de pension et de retraite, qui investissent dans toute une série de catégories d'actifs.

"Le changement climatique est l'un des trois principaux risques pour notre fonds", a déclaré Divya Mankikar, auteur du rapport et gestionnaire d'investissement au California Public Employees' Retirement System, le plus grand fonds de pension public du pays. "Nous versons des prestations de retraite et de santé à plus de deux millions d'employés actuels et anciens de l'État. Le paiement est donc prévu pour des décennies".

Le rapport fait plusieurs recommandations concrètes pour vacciner le système financier contre des dommages potentiels.

Il souligne la nécessité de donner un prix aux émissions de carbone, ce qui se fait souvent soit par la taxation, soit par un système d'échange de droits d'émission qui plafonne les émissions de carbone et alloue des crédits que les pollueurs peuvent acheter et vendre en dessous de ce plafond.

Le rapport appelle à l'annulation d'une règle proposée par le département du travail de l'administration Trump qui interdirait aux gestionnaires d'investissements de retraite de prendre en compte les conséquences environnementales dans leurs recommandations financières.

"S'il y a une catégorie d'investisseurs qui devrait penser au long terme, c'est bien celle des fonds de retraite et des fonds de pension", a déclaré Nathaniel Keohane, auteur du rapport et économiste au Fonds de défense de l'environnement, un groupe de défense.

Le rapport suggère que le Conseil de surveillance de la stabilité financière, un organisme dirigé par le département du Trésor et créé à la suite de la crise de 2008, intègre les risques climatiques dans son rapport annuel et ses communications avec le Congrès. Il suggère que la Réserve fédérale et les autres principaux régulateurs financiers se joignent aux coalitions internationales qui se concentrent sur les menaces climatiques.

Le rapport suggère également que les régulateurs bancaires mettent en place un programme pilote de tests de stress sur les risques climatiques. De tels tests de stress, qui évaluent comment les bilans des banques et le système en général se comporteraient dans de mauvais scénarios économiques liés au climat, sont en cours de développement en Grande-Bretagne et ailleurs en Europe.

Les auteurs recommandent également qu'un autre régulateur financier, la Securities and Exchange Commission, renforce ses exigences actuelles selon lesquelles les sociétés cotées en bourse doivent divulguer les risques pour leurs résultats nets liés au changement climatique.

Coca-Cola a noté dans ses divulgations financières que les pénuries d'eau dues au changement climatique constituent un risque pour ses chaînes de production et sa rentabilité. Mais beaucoup d'autres entreprises "cochent simplement la case" sur cette exigence, a déclaré M. Keohane.

De telles divulgations devraient également inclure le risque que représentent pour les résultats des entreprises les futures politiques destinées à atténuer le changement climatique, telles que les taxes ou les réglementations sur la pollution par le dioxyde de carbone, qui pourraient nuire aux producteurs de combustibles fossiles.

"Si le risque carbone est évalué, cela augmentera les coûts de l'industrie pétrolière et gazière", a déclaré Betty Simkins, auteur du rapport et professeur de finance à l'Université d'État de l'Oklahoma à Stillwater. "Mais ils doivent se préparer à cela. Il vaut mieux que les entreprises divulguent le risque et soient aussi solides financièrement que possible".